



RCS : CRETEIL

Code greffe : 9401

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de CRETEIL atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2014 B 01217

Numéro SIREN : 800 993 735

Nom ou dénomination : MPBATIMENT

Ce dépôt a été enregistré le 01/09/2014 sous le numéro de dépôt 12569

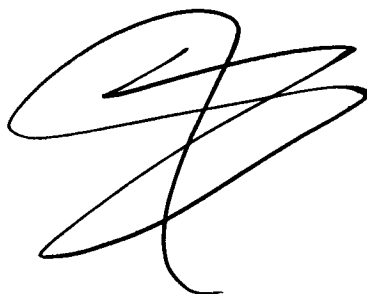
MPBatiment

Société par Actions Simplifiée au capital de 40 000 Euros

Siège social : 10 rue de la Mare
94500 CHAMPIGNY SUR MARNE

STATUTS

certifié conforme à l'original

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke.

Les soussignés,

- Monsieur PINTO GOMES Avelino, né le 18 avril 1976 à beira mar (Portugal), de nationalité portugaise et demeurant au 24B rue Roul Delattre – 94290 VILLENEUVE LE ROI
- Monsieur MESQUITA José Albino, né le 25 mars 1963 à Lousa (Portugal), de nationalité portugaise et demeurant au 14 avenue Lucien Français – 94400 VITRY SUR SEINE
- Monsieur MOURoux Michel Claude François, né le 02/12/1956 à Chateauroux (36), de nationalité française et demeurant au 15 place Marcel Cachin – 94200 IVRY SUR SEINE

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts (ci-après « les Statuts ») d'une société par actions simplifiée qu'ils ont décidé de constituer entre eux (ci-après « la Société »).

Les conjoints des associés mariés sous le régime de la communauté ont été dûment avertis conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code Civil, de l'apport fait par leur conjoint au moyen de deniers appartenant à la communauté.

CHAPITRE I

FORME – OBJET – DENOMINATION SOCIALE – SIEGE SOCIAL – DUREE

Article 1 – Forme

La Société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions du Code commerce ainsi que par les Statuts. Il est expressément précisé que la Société peut, à tout moment au cours de la vie sociale, ne compter qu'un seul associé.

Article 2 – Dénomination sociale

La dénomination de la Société est : MPBâtiment

Article 3 – Objet

La Société a pour objet, en France comme à l'étranger :

- Travaux de maçonnerie générale, études architecturale intérieur, achat vente de matériaux d'objet de décoration de mobiliers et divers. Toutes acquisitions de biens immobiliers en vue de la revente sous le statut d'activité de marchand de bien.

Et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ou susceptible d'en faciliter l'extension ou le développement.

JMC AP W M

En outre, la Société peut également participer par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet.

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des inscriptions suivantes : « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'indication du montant du capital social.

Article 4 – Siège social

Le siège de la Société est localisé au : 10 rue de la Mare - 94500 CHAMPIGNY SUR MARNE

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou dans un département limitrophe par simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale, et en tout autre lieu suivant décision extraordinaire des associés.

Article 5 – Durée

La durée de la Société est fixée à 99 années à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prolongation ou dissolution anticipée.

CHAPITRE II

APPORTS – CAPITAL SOCIAL – MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Article 6 – Apports

- Apports en nature -

Lors de la constitution, il a été procédé à des apports en nature sous les garanties de fait et de droit, à savoir :

- Monsieur Avelino PINTO GOMES apporte deux véhicules utilitaires, type camionnette, d'une valeur de 10 000 euros.

L'apporteur ci-dessus mentionné reçoit en rémunération dudit apport 250 actions d'une valeur nominale de 40, soit quarante Euro chacune.

Les associés ont unanimement décidé de ne pas recourir à un commissaire aux apports. Ils ont procédé à une évaluation des apports en nature à la valeur de revente qu'ils ont ainsi fixée à : 10 000 Euros, soit dix milles Euros.

Montant total des apports en nature : 10 000 Euros.

- Apports en numéraire -

Lors de la constitution, il a été procédé à des apports en numéraire, à savoir :

- Monsieur PINTO GOMES Avelino, apporte la somme de 3 334 Euros, soit trois milles trois cents trente trois Euros

JN

AR

mm

- Monsieur MESQUITA José Albino, apporte la somme de 13 333 Euros, soit treize milles trois cents trente trois Euros
- Monsieur MOURoux Michel Claude François, apporte la somme de 13 333 Euros, soit treize milles trois cents trente trois Euros

Montant total des apports en numéraire : 30 000 Euros, soit trente milles Euros.

La totalité de ces apports en numéraire, soit la somme de 30 000 Euros, soit trente milles Euros, a été déposée au crédit du compte n°..... ouvert au nom de la Société en formation auprès de l'agence BRED.

Elle sera retirée par la gérance sur présentation du certificat du greffe du tribunal de commerce attestant l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

- Récapitulation des apports concourant à la formation du capital social -

Lors de la constitution, il a été procédé aux apports suivants :

- Monsieur Avelino PINTO GOMES apporte en nature deux camionnettes évaluées à 10 000 Euros, soit dix milles Euros ;
- Monsieur Avelino PINTO GOMES apporte en numéraire la somme de 3 334 Euros, soit trois milles trois cents trente quatre Euros ;
- Monsieur MESQUITA José Albino, apporte en numéraire la somme de 13 333 Euros, soit treize milles trois cents trente trois Euros
- Monsieur MOURoux Michel Claude François, apporte en numéraire la somme de 13 333 Euros, soit treize milles trois cents trente trois Euros

Soit au total la somme de 40 000 Euros soit quarante mille Euros laquelle somme a été versée dans la caisse sociale.

Article 7 – Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 40 000 Euros soit quarante milles Euros.

Il est divisé en 1000 soit mille actions de 40 soit quarante Euro chacune, numérotées de 1 à 1 000 (un à mille), attribuées aux associés en proportion de leurs apports, à savoir :

- Monsieur Avelino PINTO GOMES à concurrence de 334 soit trois cents trente quatre actions numérotées de 1 à 334 soit (un à trois cents trente quatre) ;
- Monsieur MESQUITA José Albino à concurrence de 333 soit trois cents trente trois actions numérotées de 335 à 668, soit trois cent trente cinq à six cents soixante huit.
- Monsieur MOURoux Michel Claude François à concurrence de 333 soit trois cents trente trois actions numérotées de 669 à 1 000, soit six cents soixante neuf à mille.

Le nombre total d'actions composant le capital social est égale 1 000, soit mille actions.

Les associés déclarent que ces actions sont réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées et qu'elles sont toutes souscrites et libérées intégralement.

34 AP

Article 8 – Modification du capital social

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par les associés statuant dans les conditions de l'article 16 ci-après.

CHAPITRE III

DROITS DES ASSOCIES – FORME DES ACTIONS – FORME DE CESSIION DES ACTIONS – CLAUSE D'AGREMENT – DROIT DE PREEMPTION – DECES D'UN ASSOCIE

Article 9 – Droits des associés

Chaque action confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux Statuts et aux décisions des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Article 10 – Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives et leur propriété résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registres tenus à cet effet par la Société.

A la demande d'un associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Article 11 – Forme de cession des actions

La transmission des actions s'opère par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dénommé « registre des mouvements ». La Société doit procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard dans les quinze jours qui suivent celle-ci.

Article 12 – Clause d'agrément

Toute cession d'actions à titre gratuit ou onéreux, à des tiers ou entre actionnaires, doit préalablement être agréée dans les conditions ci-après. Le démembrement de propriété, le transfert de propriété des actions par voie de succession, de liquidation de régime matrimonial, de fusion, absorption ou de transmission universelle de patrimoine de l'article 1844-5, alinéa 3, du Code civil, d'adjudication publique ordonnée par décision de justice ou d'attribution judiciaire est également soumis à agrément.

SA AP

Le projet de cession est notifié au Président par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Il contient l'indication des noms, prénom et adresse du cessionnaire s'il s'agit d'une personne physique et sa dénomination sociale, sa forme, son capital social, son siège social, son immatriculation au RCS, l'organe qui la représente et son actionnariat s'il s'agit d'une personne morale, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert

Dans le délai de quinze jours à partir de la notification, le Président convoque l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des actions. Il peut également consulter les associés par écrit sur ledit projet.

La décision de la Société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par le Président au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise contre décharge manuscrite.

En cas d'agrément, la cession est réalisée dans les termes et conditions mentionnés dans le projet de cession notifié à la Société.

Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de deux mois à compter de la notification du projet de cession, l'agrément à la cession est réputée acquis.

Si la Société a refusé d'agréer la cession, le cédant peut, dans les quinze jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession.

À défaut de renonciation de sa part, les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions à un prix fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Ce délai peut être prolongé une seule fois, à la demande du Président de la Société, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête.

La Société peut également, avec le consentement du cédant, décider de racheter les actions au prix de la cession et de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant. À défaut d'accord sur le prix de cession, il est fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil

En cas de cession des actions du Président, les fonctions qui lui sont dévolues en matière d'agrément sont exercées par l'associé le plus âgé, et si le Président est l'associé le plus âgé, par le second associé le plus âgé.

Article 13 – Droit de préemption

Toute cession ou transfert de propriété d'actions, même entre associés, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique sur le fondement d'un titre exécutoire, est soumise au droit de préemption des autres associés dans les conditions ci-après.

Il en est de même en cas d'apport en société, en cas d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission, de transmission universelle de patrimoine de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil, de cession de droits d'attribution ou de souscription à une augmentation de capital ou de renonciation au droit de souscription.

Le cédant notifie au Président et à chacun des associés le projet de cession, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant, pour un cessionnaire personne physique, ses nom, prénom, date et lieu de naissance, et adresse, et pour un cessionnaire personne morale sa dénomination sociale, sa forme, le

SM AP ~ ~

montant de son capital, le siège et le RCS, la composition de son actionnariat, le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix offert et les conditions de la cession.

Chaque associé bénéficie d'un droit de préemption sur les actions dont la cession est envisagée. Il exerce ce droit par voie de notification, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au cédant et au Président au plus tard dans les quinze jours de la notification émanant du cédant en précisant le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir.

Lorsque le nombre total des actions que les associés ont déclaré vouloir acquérir est supérieur au nombre d'actions dont la cession est projetée, et faute d'accord entre eux sur la répartition desdites actions dans le délai de quinze jours, les actions concernées sont réparties entre eux par le Président au prorata de leur participation dans le capital social, avec répartition des restes à la plus forte moyenne, mais dans la limite de leur demande.

Si, dans une cession, le droit de préemption des associés n'absorbe pas la totalité des actions dont la cession est projetée, la Société peut, en vertu d'un droit de préemption subsidiaire, acquérir les actions concernées non préemptées. Elle dispose, à cette fin, d'un délai complémentaire de un mois. Lorsque les actions sont rachetées par la Société, celle-ci est tenue de les céder dans un délai de trois mois ou de les annuler. À défaut d'exercice de ce droit de préemption subsidiaire, les actionnaires ne peuvent plus exercer leur droit de préemption. L'actionnaire cédant peut donc céder ses actions, sans qu'une clause d'agrément lui soit opposée.

Article 14 – Décès d'un associé

En cas de décès d'un associé, la Société continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé.

CHAPITRE IV

ORGANES DIRIGEANTS – DECISIONS COLLECTIVES – TENUE DES ASSEMBLEES GENERALES

Article 15 – Organes dirigeants

- Président -

La Société est dirigée par un Président, personne physique associé de la Société, pour une durée limitée ou non, nommé par décision collective des associés. Le Président peut résilier ses fonctions et être révoqué par les associés à tout moment statuant dans les conditions de l'article 16 ci-après.

Il a droit à une rémunération dont le montant est approuvé par l'associé majoritaire ou, à défaut, par décision collective des associés ainsi qu'au remboursement des frais exposés dans l'exercice de son mandat, sur présentation de justificatifs.

Le Président provoque les décisions collectives des associés et les exécute. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

Le Président représente la Société à l'égard des tiers. Il peut déléguer les pouvoirs qu'il juge convenables et constituer tous mandataires spéciaux et temporaires.

IN AP m m

- Le premier président de la société est Monsieur PINTO GOMES Avelino, né le 18 avril 1976 à beira mar (Portugal), de nationalité portugaise et demeurant au 24B rue Raoul Delattre – 94290 VILLENEUVE LE ROI

- Directeur Général -

Les actionnaires peuvent nommer à la majorité simple un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales.

Les pouvoirs du Directeur Général, la durée de ses fonctions et sa rémunération sont déterminés par le Président. Le Directeur Général peut résilier ses fonctions et être révoqué sur proposition d'actionnaires détenteurs d'au moins 30% du capital de la Société.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le Directeur Général en fonction conserve ses fonctions et attributions.

Le Directeur Général dispose, à l'égard de la Société, des mêmes pouvoirs que le Président. Il ne peut représenter la Société vis-à-vis des tiers.

Article 16 – Décisions collectives

Les décisions en matière d'augmentation, d'amortissement ou de réduction de capital, de fusion, scission ou dissolution, de modification des Statuts, d'apport partiel d'actif, de vente de fonds de commerce de la Société, de dissolution, de nomination des commissaires aux comptes, d'approbation des comptes annuels et affectation du résultat, sont prises collectivement par les associés, avec délégation de pouvoir le cas échéant du Président selon ce qui est prévu par la loi et/ou les Statuts et/ou chaque décision collective.

Les décisions suivantes sont prises à l'unanimité : modification, adoption ou suppression de clauses statutaires visées à l'article 262-20 de la loi sur les sociétés commerciales relatives à la transmission des actions et à l'exclusion d'un associé, nomination et révocation du Président, augmentation de l'engagement social d'un associé notamment en cas de transformation de la Société en société en nom collectif ou en commandite.

Les décisions suivantes sont prises par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des voix : approbation des comptes annuels et affectation des résultats ; nomination des commissaires aux comptes ; dissolution et liquidation de la Société ; augmentation et réduction du capital; fusion, scission et apport partiel d'actif; transformation en société d'une autre forme, agrément des cessions d'actions; exclusion d'un associé.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président.

Article 17 – Tenue des assemblées générales

Tout associé peut demander la réunion d'une assemblée générale. Au choix du Président, les décisions collectives des associés sont prises en assemblée, réunie au besoin par vidéoconférence ou conférence par téléphone, ou par correspondance. Elles peuvent s'exprimer dans un acte signé par tous les associés ou par consultation écrite. Tous moyens de communication peuvent être utilisés : écrit, lettre, fax, télex et même verbalement, sous réserve que l'intéressé signe le procès-verbal, acte ou relevé ou décisions dans un délai d'un mois.

JM AP

L'assemblée est convoquée par le Président. La convocation est faite par tous moyens quinze jours avant la date de réunion. Elle comporte l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu de la réunion. La convocation est accompagnée de tous documents nécessaires à l'information des associés.

Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai. L'assemblée est présidée par le Président de la Société. A défaut, elle élit son Président de séance. L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés. A chaque assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion qui est signé par le Président de séance et le secrétaire.

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun par tous moyens. Les associés disposent d'un délai minimal de trois jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote lequel peut être émis par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie. L'associé n'ayant pas répondu dans le délai de quinze jours à compter de la réception des projets de résolutions est considéré comme ayant approuvé ces résolutions. Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès-verbal établi et signé par le Président. Ce procès-verbal mentionne la réponse de chaque associé.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire associé ou conjoint. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Les procès-verbaux des décisions collectives sont établis et signés sur des registres tenus conformément aux dispositions légales en vigueur. Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le Président et le secrétaire de l'assemblée.

CHAPITRE V

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE – CONVENTIONS INTERDITES – COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Article 18 – Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée

Sous réserve des interdictions légales, toute convention conclue entre la société et l'un des associés, doit être soumise au contrôle de l'assemblée des associés.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément associé de la Société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Article 19 – Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en



compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées à l'alinéa 1^{er} du présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 20 – Comptes courants d'associés

Chaque associé peut consentir des avances à la Société sous forme de versements dans la caisse sociale. Les conditions de rémunération et de retrait de ces comptes courants, notamment, sont fixées par acte séparé entre les intéressés et l'assemblée des associés en conformité avec les dispositions de l'article 16. Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

CHAPITRE VI

EXERCICE SOCIAL – COMPTES ANNUELS ET RESULTATS SOCIAUX – BENEFICES DISTRIBUTABLES – DISSOLUTION ET LIQUIDATION – CONTESTATIONS

Article 21 – Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2014.

Article 22 – Comptes annuels et résultats sociaux

Dans les six mois de la clôture de l'exercice social, le Président ou le Directeur Général est tenu de consulter les associés sur les comptes et l'affectation du résultat de l'exercice social écoulé. Ce délai peut être prorogé par décision de justice.

Article 23 – Bénéfices distribuables

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, l'assemblée générale détermine sur proposition de la gérance toutes sommes qu'elle juge convenables de prélever sur ce bénéfice pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant ou inscrites à un ou plusieurs fonds de réserves ordinaires ou extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation ou l'emploi.

Le surplus, s'il en existe, est attribué aux associés sous forme de dividende.

L'assemblée générale peut, après constatation de l'existence de réserves à sa disposition, décider en outre la mise en distribution des sommes prélevées sur ces réserves ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 24 – Dissolution et liquidation

SM AP

La Société est dissoute par l'arrivée de son terme, sauf prorogation, par l'extinction totale de son objet, par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par décision judiciaire pour juste motif.

La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision collective des associés à la majorité qualifiée des trois quarts.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du Commerce et des Sociétés. La personnalité de la Société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention « Société en liquidation » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Les associés qui décident la dissolution désignent un liquidateur amiable choisi parmi les associés ou en dehors d'eux.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des actions qui n'aurait pas encore été remboursé. Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Si la Société ne comprend plus qu'un seul associé personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, conformément à l'article 1844-5 du Code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans liquidation préalable.

Article 25 – Contestations

Tous litiges pouvant s'élever entre les associés ou entre la Société et les associés, relatives aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

CHAPITRE VII

ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION – FRAIS – FORMALITES DE PUBLICITES

Article 26 – Actes accomplis pour le compte de la Société en formation

Dès à présent, le Président est autorisé à réaliser les actes et engagements entrant dans le cadre de l'objet social et de ses pouvoirs.

Conformément aux articles L. 210-6 et R. 210-6 du Code de commerce sur les sociétés commerciales, l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés emportera reprise de ces engagements par la Société.

Article 27 – Frais

Les frais, droits et honoraires des Statuts et de ses suites seront pris en charge par la Société lorsqu'elle aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

37 AP ~~~

Article 28 – Formalités de publicité

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales de publicité.

Fait à CHAMPIGNY,

Le 27 JUIN 2014

En 5 exemplaires originaux.

Signature de l'associé

A handwritten signature consisting of several overlapping loops and a final horizontal stroke.Two handwritten signatures. The first is a large, stylized signature with multiple loops. The second is a more vertical signature with a long vertical line and a horizontal stroke at the bottom.



BRED BANQUE POPULAIRE
BANQUE & ASSURANCE

CHAMPIGNY LES BOULLEREAUX
0095 AVENUE DE LA REPUBLIQUE

94500 CHAMPIGNY SUR MARNE
Tél : 0.820.337.807 *
Fax : 01.48.81.09.21

ATTESTATION DE DEPOT DE CAPITAL SOCIAL

Nous, soussignés BRED BANQUE POPULAIRE, Société Coopérative de Banque Populaire au capital de quatre cent seize millions deux cent vingt huit mille cinq cent soixante dix Euros (416.228.570 Euros) dont le siège social est sis 18, Quai de la Rapée 75012 PARIS.

Attestons détenir en un compte bloqué, ouvert dans les livres de la banque N° 317048663, la somme de 20 000,00 Euros (vingt mille Euros).

Représentant la totalité des versements en numéraire effectués par les souscripteurs du capital de la société en formation sous la dénomination :

MPBATIMENT
10 RUE DE LA MARE
94500 CHAMPIGNY SUR MARNE

Cette somme restera immobilisée dans les conditions légales et réglementaires.

Fait en 1 original à CHAMPIGNY LES BOULLEREAUX, le 27 juin 2014.

SEVERINE KIENER
Votre Responsable commerciale

ELIANE JARIEL
Votre Directrice d'agence

* 0,12 EUR TTC/minute depuis un poste fixe en Métropole et à la Réunion 0,11 EUR TTC/minute depuis un poste fixe aux Antilles 0,10 EUR TTC/minute depuis un poste fixe en Guyane

PT CC 27.06.14
AG
AU
06 -
AK -

1421817

SASU SOCIETE P & R
Société à actions simplifiées unipersonnelle
Au capital de vingt milles euros (20.000,00 €)
Siège social : 10, rue de la mare - 94500 CHAMPIGNY SUR MARNE
N° SIREN : 800 993 735 RCS de CRETEIL

DÉPÔT AU GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE DE CRETEIL
LE 01 SEP. 2014
SOUS LE N° 12569

Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés
L'an deux milles quatorze,
Le 27 juin,
À 09 heures.

Les associés de la SOCIETE P & R, SASU au capital de vingt milles euros divisés en cinq cents actions, dont le siège social est à Champigny sur marne, 10 rue de la Mare, 94500 CHAMPIGNY SUR MARNE se sont réunis audit siège sur convocation qui leur a été adressée individuellement, remise en main propre, par la présidence.

L'assemblée est présidée par Monsieur PINTO GOMES Avelino, Président de la SOCIETE P & R.

SONT PRESENTES

Monsieur PINTO GOMES Avelino, président de la société SOCIETE P & R, né à Beira mar (Portugal) le 18 avril 1975, propriétaire de 500 actions, numérotées de 1 à 500.

Soit au total UN associé présent ou représenté, totalisant CINQ CENTS parts.

Le président constate que l'assemblée est valablement constituée et déclare qu'il peut délibérer et prendre les décisions à la majorité requise.

ORDRE DU JOUR

La présidente rappelle que l'ordre du jour est le suivant :

- ▶ AGREMENT A LA CESSION DES PARTS SOCIALES DETENUES PAR Monsieur PINTO GOMES Avelino à Monsieur MOURoux Michel et Monsieur MESQUITA José Albino
- ▶ CHANGEMENT DE LA FORME JURIDIQUE DE LA "SASU" CONSEIL R ET S EN "SAS".
- ▶ CHANGEMENT DE LA DENOMINATION SOCIAL
- ▶ AUGMENTATION DU CAPITAL
- ▶ CREATION D'UNE DEUXIEME ACTIVITE : 'architecture intérieur, maîtrise d'oeuvre, achat vente: de matériaux, d'objets de décoration, de mobiliers et divers appareillage de construction, d'agencement et de décoration. Toutes acquisitions de biens immobiliers en vue de la revente sous le statut d'activité de marchand de bien.
- ▶ le texte des résolutions soumises au vote de l'assemblée ;
- ▶ le rapport du gérant ;
- ▶ les lettres de convocations ;

Le président déclare que les documents requis ont été adressés aux associés au moins quinze jours avant la date de la présente assemblée et que ceux-ci ont pu exercer leur droit de communication et d'information dans les conditions prévues par la loi. Les associés lui donnent acte de cette déclaration.

Le président donne ensuite lecture des rapports mentionnés ci-dessus. Il déclare la discussion ouverte.

Monsieur PINTO GOMES Avelino demande la parole et énonce que le changement de forme juridique de la SASU entraînerait un coût pour la modification des documents administratifs. Par ailleurs, le changement de forme juridique entraînerait pour la clientèle une certaine confusion et risquerait d'avoir un impact sur le chiffre d'affaires de la société. Seulement, la création d'une

AP

activité secondaire, l'augmentation de capital et la venue de deux associés apporteront une nouvelle clientèle et amoindriront les frais étant donné que l'un des associés est architecte et permettra à la société de s'assurer une activité régulière.

Personne ne demandant plus la parole, le président met aux voix les résolutions figurant à l'ordre du jour :

RESOLUTIONS

Première résolution

Les associés donnent leur agrément à la cession par Monsieur PINTO GOMES Avelino des 168 actions de la SASU SOCIETE P & R qu'il détient à Monsieur MOUROUX Michel et Monsieur MESQUITA José Albino.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Deuxième résolution

Les associés donnent leur agrément à Monsieur PINTO GOMES Avelino à la modification de la dénomination sociale à savoir la société n'aura plus pour raison sociale SOCIETE P & R qui sera modifiée par MPBatiment.

Cette résolution est adoptée à la majorité de CENT parts sociales.

Troisième résolution

Les associés approuvent le changement de la forme juridique de la "SASU" SOCIETE P & R en "SAS" MPBatiment.

Cette résolution est adoptée à la majorité de CENT parts sociales.

Quatrième résolution

Monsieur PINTO GOMES Avelino cède une partie de ces actions de la SOCIETE P & R et devient associé. De même, il restera Président de la SOCIETE P & R, poste qu'il a occupé dès la création de la société à aujourd'hui.

Cette résolution est adoptée à la majorité de CENT parts sociales.

Cinquième résolution

Les associés approuvent la création d'une deuxième activité au sein de la SOCIETE P & R qui a pour objet architecture intérieur, maîtrise d'œuvre, achat-vente de matériaux, d'objets de décoration, de mobiliers et divers appareillage de construction, d'agencement et de décoration. Toutes acquisitions de biens immobiliers en vue de la revente sous le statut d'activité de marchand de bien.

Cette résolution est adoptée à la majorité de CENT parts sociales.

Sixième résolution

Les associés approuvent l'augmentation de capital sociale de la SOCIETE P & R qui représente aujourd'hui vingt mille euros (20 000 euros). Il sera augmenté de vingt mille euros (20 000 euros) pour former un capital social de quarante mille euros (40 000 euros).

Septième résolution

L'assemblée donne tous pouvoirs à Monsieur PINTO GOMES Avelino pour effectuer les formalités de publicité afférentes aux décisions ci-dessus adoptées.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à dix heures quarante-cinq.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par la présidence et tous les associés présents.

Le Président
Les associés



Enregistré à : SIE DE SAINT MAUR DES FOSSES

Le 29/08/2014 Bordereau n°2014/804 Case n°13

Enregistrement : 375 €

Pénalités : 40 €

Total liquidé : quatre cent quinze euros

Montant reçu : quatre cent quinze euros

Ext 6120

Vanessa PICHERY
Agent
des Finances Publiques